



ÉLECTIONS SOCIALES

# Fourbir les armes

David Wagner

**Tandis que le nouveau gouvernement se formera, les élections sociales permettront au monde du travail de renforcer les armes de défense de ses droits.**

Nous nous serons à peine remis des élections législatives et des négociations de coalition (peut-être longues) qui suivront, que nous serons à nouveau, au mois de novembre, appelés aux urnes. Enfin ceux d'entre nous qui travaillons au Luxembourg, c'est-à-dire 430.000 personnes. De fait, ce sont les plus importantes élections du pays. Et l'on peut dire sans détour que la Chambre des salariés (CSL) est bien plus représentative que la Chambre des députés. Mais il n'y a pas que la CSL qui renouvelle ses mandats : l'élection se joue également sur le terrain, au sein des entreprises, avec celle des délégations de personnel. A l'heure actuelle, il y a plus de 3.300 personnes qui se portent candidates. Malheureusement, élections législatives anticipées oblige, le projet de loi qui devait renforcer les droits des délégués de personnel n'a pas pu être adopté.

L'enjeu est de taille : le Luxembourg subit, à l'instar de tous les autres pays européens, une attaque massive du grand patronat pour qui la crise est synonyme d'opportunité de renverser, en sa faveur, la répartition des richesses ainsi que de chambouler les législations qui protègent les travailleurs. Les attaques sont aussi bien concrètes, au niveau des revendications, qu'idéologiques. Même si l'hégémonie idéologique des libéraux économiques s'ébranle devant les résultats concrets désastreux des politiques qu'ils mènent, elle est toujours présente. Des concepts tels que la « compétitivité », c'est-à-dire la course infinie vers l'abaissement du coût du travail, font même partie du jargon habituel de femmes et hommes politiques classé-e-s à gauche. A d'autres époques, cela eût été impensable. Il n'est donc pas plus étonnant que les fonctionnaires du patronat local aient mis en place de fausses initiatives indépendantes telles que « 5vir12 » ou « Luxembourg2030 », qui, sous couvert de progrès social, tentent de draguer la jeunesse. Mais les ficelles sont trop grosses et ces initiatives, malgré le renfort médiatique dont elles jouissent, ne trouvent que peu d'écho auprès de la grande majorité des gens.

Ce n'est donc pas pour rien que lors de sa dernière mandature, la CSL a encore amplifié son travail d'étude et d'analyse à contre-courant du mainstream néolibéral. Dommage que ces documents d'un très grand intérêt, émanant d'une institution représentant 430.000 personnes, n'aient pas pu jouir du même soutien médiatique que la plate vulgate des groupuscules patronaux cités plus haut. La CSL devra peut-être revoir sa politique de communication, même s'il est difficile de se faire entendre face aux vents contraires.

**Des concepts tels que la « compétitivité », c'est-à-dire la course infinie vers l'abaissement du coût du travail, font même partie du jargon habituel de certain-e-s femmes et hommes politiques classé-e-s à gauche. A d'autres époques, cela eût été impensable.**

Le deuxième enjeu est plus politique : ces élections sociales décideront largement du sort du LCGB. Sorti déjà fortement affaibli lors des élections précédentes (l'OGBL détient 36 sièges sur 60 à la CSL), le syndicat chrétien, déjà fortement tourmenté à cause de sa gestion de Proactif, risque de sortir à nouveau affaibli. Jean-Claude Reding, président de l'OGBL et de la CSL, ne s'en cache même plus : il s'agit de réduire le LCGB à la portion congrue. D'une certaine manière, l'OGBL a décidé de réaliser son rêve de syndicat unique par la voie démocratique. Et il faut dire que le LCGB a tout fait pour lui faciliter la tâche : notamment en tentant de mobiliser les salariés du privé contre ceux du public. Manière de reprendre la place du mini-syndicat NGL ?

## NEWS

Drogues: Faire l'autruche p. 3

Paul Jorion: Penser au-delà de la crise p. 4

OGM: Sainement et sans manipulation p. 5

## REGARDS

Universität: Selektiv statt kollektiv S. 6

Kulturpolitik: „Ich will Kulturministerin werden" S. 8

Ampelgespräch (III): Sozial, ökologisch, radikal S. 11

Italien : Gesten statt Grundrechte S. 14